

SÉANCE ORDINAIRE

14 AVRIL 2014

**PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DE RIVIÈRE-DU-LOUP
MUNICIPALITÉ DE L'ISLE-VERTE**

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du Conseil de la Municipalité de L'Isle-Verte tenue à la Caserne incendie le lundi 14 AVRIL 2014, à 20 heures, à laquelle sont présents les membres du conseil suivants :

MONSIEUR STÉPHANE DUMONT
MONSIEUR SIMON LAVOIE
MADAME GINETTE CARON
MONSIEUR ROBERT LEGAULT
MONSIEUR FRANÇOIS FILION

tous membres du Conseil, siégeant sous la présidence de :

MADAME URSULE THÉRIAULT, mairesse

Le secrétaire-trésorier est également présent.

Après constatation du quorum, il est proposé par madame Ginette Caron et adopté à l'unanimité des membres du conseil municipal que l'ordre du jour suggéré soit accepté en maintenant l'item « Affaires nouvelles » fermé.

Il est par la suite proposé par Monsieur Simon Lavoie et adopté à l'unanimité des membres du conseil que le procès-verbal de la séance régulière tenue le 10 mars 2014 soit approuvé, tel que soumis à l'attention des membres du conseil.

14.04.3.

Rapport de la mairesse

Madame Ursule Thériault, mairesse, dépose un état sommaire de ses activités couvrant la période du 14 mars 2014 au 14 avril 2014.

14.04.4.1.1.

**Confirmation de mandat à l'entreprise de communication
« Communications Sylvain Dionne enr.»**

Considérant qu'à la séance publique du conseil municipal tenue le 10 mars 2014, la résolution 14.03.4.1.1. a été adoptée aux fins d'autoriser les membres de l'organisation municipale de Sécurité Civile (OMSC) de s'adjoindre les services spécialisés d'une ressource en communications;

Considérant que trois entreprises potentielles ont fait l'objet d'une évaluation, principalement en termes d'expertise en gestion de crises;

Considérant que l'entreprise en communications qu'est Communications Sylvain Dionne enr. semble répondre adéquatement aux attentes et aux exigences du mandat que les membres de l'OMSC souhaitent lui voir confier;

En conséquence, il est proposé par madame Ginette Caron et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte acquiesce favorablement aux recommandations des membres de l'OMSC et que, par le fait même, les services de « Communications Sylvain Dionne enr, » soient retenus pour soutenir l'organisation municipale de sécurité civile dans toutes ses démarches liées aux communications en lien avec la tragédie de la

résidence du Havre.

14.04.4.1.2. Renouvellement d'équipement de communication - Service incendie

Il est proposé par monsieur Stéphane Dumont et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte autorise le service incendie à procéder au remplacement des padgets dont est muni l'ensemble des pompiers. Le coût de remplacement de ces équipements est évalué à 2 947,50 \$ (plus taxes) et comprend 18 padgets alphanumériques (incluant leur programmation et les étuis). La soumission du fournisseur Électronique Mercier a donc été retenue.

14.04.4.1.3. Entente de services avec la MRC de Rivière-du-Loup pour l'utilisation de leur préventionniste à titre de pompier

Attendu l'offre de services de la MRC de Rivière-du-Loup concernant la mise en place d'un service régional prévoyant le partage de pompiers à l'échelle régionale;

Attendu que monsieur Christian Provencher interviendra en tant que pompier sur notre territoire pour les interventions de jour;

Attendu que monsieur Provencher possède déjà la formation requise;

Attendu qu'il s'avère un effectif additionnel pour notre service incendie et qu'il peut contribuer à atteindre la force de frappe requise de jour;

Attendu que la MRC assumera les coûts des équipements de protection et du temps de travail effectué;

En conséquence, il est proposé par monsieur Simon Lavoie et unanimement résolu :

Que la Municipalité de L'Isle-Verte accepte les services du pompier de la MRC de Rivière-du-Loup;

Que monsieur Christian Provencher soit encodé par la centrale d'appels 9-1-1 afin qu'il reçoive les appels d'urgence lorsque le service incendie doit intervenir de jour.

14.04.4.2.1. Demande d'aide financière - Fête nationale du Québec 2014

Il est proposé par monsieur Robert Legault et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte autorise madame Amélie Martineau, coordonnatrice du service des loisirs, à déposer une demande d'assistance financière auprès du Mouvement national des Québécoises et Québécois pour l'organisation de la fête nationale du Québec 2014.

14.04.4.2.2. Les journées de la culture 2014 à L'Isle-Verte - Appui au projet soumis dans le cadre du fonds d'initiatives culturelles

Considérant l'initiative du Comité municipal des loisirs et de la vie communautaire de L'Isle-Verte de présenter une activité de création de bandes dessinées dans le cadre des Journées de la culture se déroulant les 26 et 27 septembre 2014;

Considérant que ce projet est novateur, liant à la fois l'esprit de création

et de formation auprès d'une clientèle dont l'âge peut varier de 5 ans à 99 ans, seul l'intérêt à participer devenant le point commun de tous;

Considérant la thématique inspirante qu'est la création d'une planche de bande dessinée originale liée au majestueux fleuve Saint-Laurent;

Considérant que les coûts associés à ce projet s'élèvent à 2 500 \$;

Considérant que ce projet s'inscrit fort bien dans les objectifs du Fonds d'initiatives culturelles de la MRC de Rivière-du-Loup;

En conséquence, il est proposé par madame Ginette Caron et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte confirme son appui à ce projet et que ce dernier obtienne le soutien financier qui lui est nécessaire du Fonds d'initiatives culturelles de la MRC de Rivière-du-Loup.

14.04.4.2.3.

Représentation municipale au sein de la Société du parc côtier Kiskotuk

Il est proposé par monsieur Stéphane Dumont et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte désigne les représentants municipaux suivants au sein de l'organisme qu'est « La Société du parc côtier Kiskotuk », en l'occurrence, messieurs François Filion et Robert Legault, conseillers municipaux, y représenteront officiellement la Municipalité de L'Isle-Verte.

14.04.4.2.4.

Demande de contribution financière aux différents partenaires de la Société du parc côtier Kiskotuk

Considérant l'offre de services de la Corporation Parc Bas-Saint-Laurent assurant, actuellement, la gestion courante de la Société du parc côtier Kiskotuk;

Considérant que cette proposition s'élève à 20 000 \$ et couvre la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015 assurant, entre autres, les activités suivantes :

- ⇒ Gestion administrative de la Société du parc côtier Kiskotuk, sous la supervision du conseil d'administration,
- ⇒ Assurer la comptabilité courante,
- ⇒ Permettre la finalisation de recherche de financement ainsi que les travaux de préparation liés à la réalisation des travaux d'aménagement,
- ⇒ Assurer la gestion, la surveillance ainsi que l'entretien du sentier des Passereaux.

Considérant la proposition de contribution financière soumise par la Société du parc côtier Kiskotuk et s'établissant comme suit :

- ⇒ Municipalité de L'Isle-Verte : 2 500 \$
- ⇒ Municipalité de Cacouna : 2 500 \$
- ⇒ Première nation Malécite de Viger : 1 000 \$
- ⇒ MRC de Rivière-du-Loup (Fonds TPI) : 14 000 \$

Considérant que cette demande de contribution financière aura un caractère récurrent, annuellement;

Considérant qu'il s'agit d'un montant d'aide financière n'ayant pas été budgété pour l'année financière 2014, par la Municipalité;

En conséquence, il est proposé par monsieur François Filion et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte donne son accord à cette demande d'aide financière s'élevant à 2 500 \$, toutefois, comme cette implication financière n'a pas été dûment budgétée, le déboursé devra faire l'objet d'une évaluation préalable de disponibilité de crédits.

14.04.4.2.5.

Autorisation de signature d'une entente de financement pour le déploiement d'agents de développement rural sur le territoire de la MRC de Rivière-du-Loup

Attendu la signature en 2007 d'un Pacte rural entre le ministère des Affaires municipales et des Régions et la MRC de Rivière-du-Loup visant la mise en application de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014 et son renouvellement annoncé pour 2014-2024;

Attendu qu'à la suite d'une consultation proposant différents modèles, celui retenu consiste à l'embauche d'agent(es) oeuvrant dans des projets intermunicipaux pour la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité;

Attendu que la MRC de Rivière-du-Loup a accepté par sa résolution 2014-01-050-C le nouveau modèle de service pour le déploiement des agent(es) de développement rural sur le territoire rural de la MRC et d'être l'employeur de ces agent(es);

Attendu que le projet d'entente à intervenir a été soumis préalablement au conseil;

En conséquence, il est proposé par monsieur Simon Lavoie et adopté unanimement :

Que ce conseil autorise la mairesse, madame Ursule Thériault, et le directeur général et secrétaire-trésorier, monsieur Guy Bérubé, à signer, pour et au nom de la Municipalité, l'entente de financement pour le déploiement d'agents de développement rural sur le territoire de la MRC de Rivière-du-Loup.

14.04.4.3.1.

Amendement à la résolution 13.09.7.1.2. autorisant la vente de parcelles de terrains de l'ancienne route 10 à ses propriétaires contigus

Considérant la correspondance du 20 février 2014, émise par la Commission de protection du territoire agricole du Québec, visant à ce que soit précisée l'aliénation d'une partie du lot 264 en faveur de monsieur Réjean Dancause;

Considérant que la partie concernée consiste en l'abandon d'une ancienne citerne à eau qui n'est plus utilisée et ne sera plus utilisée aux fins pour laquelle elle était destinée;

Considérant qu'en regard aux motifs évoqués par les résolutions 13.09.7.1.2. et 13.10Sp.3., la Municipalité entend vendre l'assiette de l'ancienne citerne à eau située sur le lot 264 appartenant à monsieur Réjean Dancause et ce, tel que convenu avec monsieur Dancause, en référence à la pièce vous ayant été déposée sous la cote B-19;

En conséquence, il est proposé par monsieur Robert Legault et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte réitère son appui auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec en regard

aux démarches d'aliénation et de modification d'usage entreprises en référence aux résolutions ci-haut mentionnées.

14.04.4.3.2. Appui d'une demande d'autorisation auprès de la CPTAQ - Utilisation non agricole pour mâts de mesure de vents

Considérant les autorisations 357377 et 356922 émises par la Commission de protection du territoire agricole du Québec et qui permettait l'installation et l'utilisation de mâts de mesure de vent sur le territoire de la municipalité de L'Isle-Verte;

Considérant que ces autorisations avaient été émises pour 5 ans, prenant effet en octobre 2008;

Considérant que des promoteurs en énergie éolienne jugent à propos le maintien de deux tours anémométriques aux fins d'évaluer la qualité du vent dans un corridor situé sur le territoire des municipalités de L'Isle-Verte et de Saint-Arsène;

Considérant que les producteurs agricoles visés par ces installations ne s'opposent aucunement au maintien de ces équipements sur leur territoire;

Considérant que les emplacements actuels ne causent aucune contrainte particulière sur les superficies agricoles en culture ou cultivables;

Considérant que cette activité n'entrave en rien l'homogénéité du territoire agricole;

En conséquence, il est proposé par monsieur Simon Lavoie et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte confirme son appui à la demande d'utilisation à des fins autres qu'agricoles déposée par la firme « Développement Électrique inc. » et consistant à préserver l'implantation de deux mâts de mesure de vent dont l'un situé sur le lot 533-P, propriété de Ferme Frémavoie inc. et le second situé sur les lots 625-P et 628-P, propriété de « 9199-1729 Québec inc. ».

14.04.4.3.3. Règlement 2013-124 - Règlement modifiant le règlement de zonage 2009-89 relativement aux usages autorisés dans la zone 54-H

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE KAMOURASKA
M.R.C. DE RIVIÈRE-DU-LOUP**

MUNICIPALITÉ DE L'ISLE-VERTE

RÈGLEMENT 2013-124

Règlement modifiant le règlement de zonage 2009-89 relativement aux usages autorisés dans la zone 54-H

Attendu que la Municipalité de L'Isle-Verte a adopté le règlement de zonage 2009-89 le 8 février 2010;

Attendu qu'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le conseil municipal peut modifier son règlement de zonage;

Attendu que les usages actuellement autorisés dans la zone 54-H ne permettent pas l'usage d'entrepôt;

Attendu que le propriétaire actuel du 30, rue de la Savane, souhaite réutiliser les fondations de l'ancien bâtiment qui se trouvent encore sur le terrain;

Attendu que le terrain visé offre une possibilité pour un tel usage compte tenu de sa superficie;

Attendu que le conseil souhaite autoriser spécifiquement dans la zone 54-H un usage d'entrepôt;

Attendu qu'un avis de motion a été donné à la séance régulière du 1^{er} octobre 2013;

Attendu qu'un premier projet de règlement a été soumis au conseil municipal et adopté le 1^{er} octobre 2013;

Attendu qu'une consultation publique relative au projet de règlement 2013-124-1 s'est tenue le 10 mars 2014;

Attendu qu'un second projet de règlement a été soumis au conseil municipal et adopté le 10 mars 2014;

Attendu qu'aucune demande de citoyens n'a été signifiée afin que ce règlement soit soumis à une approbation référendaire;

En conséquence, il est proposé par monsieur Stéphane Dumont et unanimement résolu que le présent règlement soit adopté et qu'il y soit décrété, ce qui suit :

Article 1

Ajouter la note N-15 à la ligne 4.2.3. « Usage spécifiquement autorisé » dans la colonne 54-H de la grille de spécifications (voir annexe 1 - grille de spécifications).

Article 2

La note N-15 se lit comme suit : « La construction d'entrepôt est permise comme bâtiment principal sur des fondations de béton, existantes, construites avant 2010. Cette construction ne sera permise que si la localisation de ces fondations est conforme aux marges de recul prescrites au cahier de spécifications. Aucun entreposage extérieur n'est autorisé. » (voir annexe 2 - liste des notes - zonage).

Adopté ce 14^{ième} jour d'avril 2014, par la résolution # 14.04.4.3.3.

Mairesse

Secrétaire-trésorier

ANNEXE 1

ACTUEL

| MUNICIPALITÉ DE L'ISLE-VERTE | | | | | | |
|---|--|----|----|----|----|----|
| ANNEXE B: CAHIER DE SPÉCIFICATIONS | | | | | | |
| RÈGLEMENT DE ZONAGE | Numéro de zone Affectation dominante | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 |
| | | I | H | H | H | I |
| CLASSE D'USAGE | | | | | | |
| HABITATION | 2.2.1 | | | | | |
| Ha: Unifamilial isolé | 2.2.1.1 | | • | • | • | |
| Hb: Unifamilial jumelé | 2.2.1.2 | | | | | |
| Hc: Bifamilial isolé | 2.2.1.3 | | • | • | | |
| Hd: Bifamilial jumelé | 2.2.1.4 | | | | | |
| He: Unifamilial en rangée | 2.2.1.5 | | | | | |
| Hf: Habitation collective | 2.2.1.6 | | | | | |
| Hg: Multifamilial (3 log.) | 2.2.1.7 | | | • | | |
| Hh: Multifamilial (4 et plus) | 2.2.1.8 | | | • | | |
| Hi: Maison mobile, maison unimodulaire | 2.2.1.9 | | | | • | |
| COMMERCE ET SERVICE | 2.2.2 | | | | | |
| Ca: Commerce et service associés à l'usage habitation | 2.2.2.1 | | • | • | | |
| Cb: Commerce et service de voisinage | 2.2.2.2 | | • | • | | |
| Cc: Commerce et service administratif, de recherche et d'affaire | 2.2.2.3 | | | | | |
| Cd: Commerce et service locaux et régionaux | 2.2.2.4 | | | | | |
| Ce: Commerce et service d'hébergement et de restauration | 2.2.2.5 | • | | | | |
| Cf: Commerce et service à contraintes | 2.2.2.6 | • | | | | • |
| Cg: Commerce et service liés à l'automobile | 2.2.2.7 | • | | | | |
| INDUSTRIE | 2.2.3 | | | | | |
| Ia: Commerce de gros et industrie à incidences légères | 2.2.3.1 | • | | | | • |
| Ib: Commerce de gros et industrie à incidences modérées | 2.2.3.2 | • | | | | • |
| Ic: Commerce de gros et industrie à incidences élevées | 2.2.3.3 | | | | | |
| Id: Indust. extractive. : mine A, carrière B, sablière C, tourbière D | 2.2.3.4 | | | | | |
| Ie: Équipement d'utilité publique | 2.2.3.5 | • | | | | |
| RÉCRÉATION | 2.2.4 | | | | | |
| Ra: Parc et espace vert | 2.2.4.1 | • | • | • | • | • |
| Rb: Usage extensif | 2.2.4.2 | | | | | |
| CONSERVATION | 2.2.5 | | | | | |
| Cn: Conservation | 2.2.5.1 | | | | | |
| PUBLIC ET INSTITUTIONNEL | 2.2.6 | | | | | |
| Pa: Publique et institutionnelle | 2.2.6.1 | • | • | | | |
| AGRICULTURE | 2.2.7 | | | | | |
| Aa: Agriculture avec élevage | 2.2.7.1 | | | | | |
| Ab: Agriculture sans élevage | 2.2.7.2 | | | | | • |
| Ac: Agriculture avec élevages porcins | 2.2.7.3 | | | | | • |
| FORÊT | 2.2.8 | | | | | |
| Fa: Exploitation forestière | 2.2.8.1 | | | | | |
| USAGE SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉ | 4.2.3 | | | | | |
| USAGE SPÉCIFIQUEMENT INTERDIT | 4.2.4 | | | | | |

MUNICIPALITÉ DE L'ISLE-VERTE
ANNEXE B: CAHIER DE SPÉCIFICATIONS

| | | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 |
|--|---------|--------------|------|------|------|-----|
| | | I | H | H | H | I |
| NORMES D'IMPLANTATION | | 4.2.5 | | | | |
| Hauteur minimale (en mètres) | 4.2.5 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 |
| Hauteur maximale (en mètres) | 4.2.5 | 10.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 |
| Marge de recul avant (en mètres) | 4.2.5 | 11.0 | 4.0 | 4.0 | 6.0 | 9.0 |
| Marge de recul arrière (en mètres) | 4.2.5 | 5,5 | 6.0 | 6.0 | 7.0 | 7.0 |
| Marge de recul latérale (en mètres) | 4.2.5 | 1.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 4.0 |
| Somme des marges latérales (en mètres) | 4.2.5 | 12.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 8.0 |
| Coefficient d'occupation du sol | 4.2.5 | 0.5 | 0.60 | 0.60 | 0.50 | 0.3 |
| | | | | | | |
| NORMES SPÉCIALES | | 4.2.6 | | | | |
| Écran tampon | 4.2.6.1 | • | | | | |
| Entreposage extérieur | 4.2.6.2 | • | | | | |
| Prise d'eau potable | 4.2.6.3 | | | | | |
| Abattage des arbres | 4.2.6.4 | • | • | • | • | • |
| Secteur de mouvement de terrain | 4.2.6.5 | | | | | |
| Affichage | 4.2.6.6 | | | | | |
| AMENDEMENT | 4.2.7 | | | | | |
| NOTE | 4.2.8 | | | | | |

RÈGLEMENT DE ZONAGE
RÈGLEMENT RELATIF PERMIS/
CERTIFICAT

| CONDITIONS À L'ÉMISSION DU PERMIS DE CONSTRUCTION | 4.5 | 51-I | 52-H | 53-H | 54-H | 55-I |
|--|--------|------|------|------|------|------|
| Racc. : égout : e, aqueduc :a, puits privé : pp, inst. sept : is | par. 2 | a/e | a/e | a/e | a/e | a/e |
| Rue publique ou privée | par. 6 | | | | | |
| Rue publique | par. 7 | • | • | • | • | • |
| AMENDEMENT | | | | | | |

Lorsque R est pointé devant une classe du groupe Habitation, l'article 4.2.2.1 s'applique

PROJETÉ

| MUNICIPALITÉ DE L'ISLE-VERTE | | | | | | |
|---|---|--------------|-----------|-----------|-------------|-----------|
| ANNEXE B: CAHIER DE SPÉCIFICATIONS | | | | | | |
| RÈGLEMENT DE ZONAGE | Numéro de zone Affectation dominante | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 |
| | | I | H | H | H | I |
| CLASSE D'USAGE | | | | | | |
| HABITATION | | 2.2.1 | | | | |
| Ha: Unifamilial isolé | 2.2.1.1 | | • | • | • | |
| Hb: Unifamilial jumelé | 2.2.1.2 | | | | | |
| Hc: Bifamilial isolé | 2.2.1.3 | | • | • | | |
| Hd: Bifamilial jumelé | 2.2.1.4 | | | | | |
| He: Unifamilial en rangée | 2.2.1.5 | | | | | |
| Hf: Habitation collective | 2.2.1.6 | | | | | |
| Hg: Multifamilial (3 log.) | 2.2.1.7 | | | • | | |
| Hh: Multifamilial (4 et plus) | 2.2.1.8 | | | • | | |
| Hi: Maison mobile, maison unimodulaire | 2.2.1.9 | | | | • | |
| COMMERCE ET SERVICE | | 2.2.2 | | | | |
| Ca: Commerce et service associés à l'usage habitation | 2.2.2.1 | | • | • | | |
| Cb: Commerce et service de voisinage | 2.2.2.2 | | • | • | | |
| Cc: Commerce et service administratif, de recherche et d'affaire | 2.2.2.3 | | | | | |
| Cd: Commerce et service locaux et régionaux | 2.2.2.4 | | | | | |
| Ce: Commerce et service d'hébergement et de restauration | 2.2.2.5 | • | | | | |
| Cf: Commerce et service à contraintes | 2.2.2.6 | • | | | | • |
| Cg: Commerce et service liés à l'automobile | 2.2.2.7 | • | | | | |
| INDUSTRIE | | 2.2.3 | | | | |
| Ia: Commerce de gros et industrie à incidences légères | 2.2.3.1 | • | | | | • |
| Ib: Commerce de gros et industrie à incidences modérées | 2.2.3.2 | • | | | | • |
| Ic: Commerce de gros et industrie à incidences élevées | 2.2.3.3 | | | | | |
| Id: Indust. extractive. : mine A, carrière B, sablière C, tourbière D | 2.2.3.4 | | | | | |
| Ie: Équipement d'utilité publique | 2.2.3.5 | • | | | | |
| RÉCRÉATION | | 2.2.4 | | | | |
| Ra: Parc et espace vert | 2.2.4.1 | • | • | • | • | • |
| Rb: Usage extensif | 2.2.4.2 | | | | | |
| CONSERVATION | | 2.2.5 | | | | |
| Cn: Conservation | 2.2.5.1 | | | | | |
| PUBLIC ET INSTITUTIONNEL | | 2.2.6 | | | | |
| Pa: Publique et institutionnelle | 2.2.6.1 | • | • | | | |
| AGRICULTURE | | 2.2.7 | | | | |
| Aa: Agriculture avec élevage | 2.2.7.1 | | | | | |
| Ab: Agriculture sans élevage | 2.2.7.2 | | | | | • |
| Ac: Agriculture avec élevages porcins | 2.2.7.3 | | | | | • |
| FORÊT | | 2.2.8 | | | | |
| Fa: Exploitation forestière | 2.2.8.1 | | | | | |
| USAGE SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉ | 4.2.3 | | | | N-15 | |
| USAGE SPÉCIFIQUEMENT INTERDIT | 4.2.4 | | | | | |

| MUNICIPALITÉ DE L'ISLE-VERTE | | | | | | |
|--|---------|-------|------|------|------|------|
| ANNEXE B: CAHIER DE SPÉCIFICATIONS | | | | | | |
| | | 51 | 52 | 53 | 54 | 55 |
| | | I | H | H | H | I |
| NORMES D'IMPLANTATION | | 4.2.5 | | | | |
| Hauteur minimale (en mètres) | 4.2.5 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 |
| Hauteur maximale (en mètres) | 4.2.5 | 10.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 | 8.0 |
| Marge de recul avant (en mètres) | 4.2.5 | 11.0 | 4.0 | 4.0 | 6.0 | 9.0 |
| Marge de recul arrière (en mètres) | 4.2.5 | 5,5 | 6.0 | 6.0 | 7.0 | 7.0 |
| Marge de recul latérale (en mètres) | 4.2.5 | 1.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 4.0 |
| Somme des marges latérales (en mètres) | 4.2.5 | 12.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 8.0 |
| Coefficient d'occupation du sol | 4.2.5 | 0.50 | 0.60 | 0.60 | 0.50 | 0.30 |
| NORMES SPÉCIALES | | 4.2.6 | | | | |
| Écran tampon | 4.2.6.1 | • | | | | |
| Entreposage extérieur | 4.2.6.2 | • | | | | |
| Prise d'eau potable | 4.2.6.3 | | | | | |
| Abattage des arbres | 4.2.6.4 | • | • | • | • | • |
| Secteur de mouvement de terrain | 4.2.6.5 | | | | | |
| Affichage | 4.2.6.6 | | | | | |
| AMENDEMENT | 4.2.7 | | | | | |
| NOTE | 4.2.8 | | | | | |

| RÈGLEMENT DE ZONAGE RÈGLEMENT RELATIF PERMIS/ CERTIFICAT | | | | | | | |
|---|--------|-----|------|------|------|------|------|
| CONDITIONS À L'ÉMISSION DU PERMIS DE CONSTRUCTION | | 4.5 | 51-I | 52-H | 53-H | 54-H | 55-I |
| Racc. : égout : e, aqueduc : a, puits privé : pp, inst. sept : is | par. 2 | | a/e | a/e | a/e | a/e | a/e |
| Rue publique ou privée | par. 6 | | | | | | |
| Rue publique | par. 7 | | • | • | • | • | • |
| AMENDEMENT | | | | | | | |
| Lorsque R est pointé devant une classe du groupe Habitation, l'article 4.2.2.1 s'applique | | | | | | | |

NOTE

| | |
|-------------|---|
| Note (N-15) | La construction d'entrepôt est permise comme bâtiment principal sur des fondations de béton, existantes, construites avant 2010. Cette construction ne sera permise que si la localisation de ces fondations est conforme aux marges de recul prescrites au cahier de spécifications. Aucun entreposage extérieur n'est autorisé. |
|-------------|---|

ANNEXE 2

Cahier de spécifications Règlements d'urbanisme de L'Isle-Verte

Liste des notes-Zonage

Notes :

- 1- .
- 2- Sont autorisés les établissements qui vendent des équipements et fournitures agricoles et forestiers (Classe Ib) et ceux dont l'activité principale consiste à transformer la ressource agricole et forestière en produits finis ou semi-finis (classe Ib et Ic).
- 3- Sont autorisés les usages agricoles sans bâtiment.
- 4- .
- 5- Dans le cas des usages de type public et institutionnel, la construction de bâtiment ayant une hauteur maximale de 3 étages est autorisée.
- 6- Un espace de 27 mètres à partir de la ligne avant du terrain doit être laissé libre de toute construction et de tout entreposage.
- 7- Sont autorisées les activités d'exposition, de vente de produits locaux et régionaux (oeuvres d'art, artisanat et produits similaires) ainsi que la restauration et la vente de boisson comme activité connexe à un service d'information touristique.
- 8- Sont autorisés les ateliers d'artisanat comme usage complémentaire à l'habitation dans les bâtiments complémentaires aux conditions retrouvées à l'article 7.4.1. du règlement de zonage (amendé règle. 2008-80, art. 3).
- 9- Les éoliennes commerciales sont spécifiquement autorisées.
- 10- Les services de transport de personnes par autobus scolaire sont spécifiquement autorisés.
- 11- Les fumoirs sont spécifiquement autorisés.
- 12- .
- 13- Sont autorisées les industries de produits raffinés du pétrole et autres matières connexes (incluant notamment, sans limiter la généralité de ce qui précède, graisses, antigels et liquides de refroidissement, liquides de freins et d'embrayage, antirouilles et liquides d'assèchement, nettoyants et cires, aérosols, lave-glaces et urée) pour tout usage résidentiel, commercial, industriel et autres.
- 14- Les garderies de type CPE (centre de la petite enfance) sont spécifiquement autorisées.
- 15- La construction d'entrepôt est permise comme bâtiment principal sur des fondations de béton, existantes, construites avant 2010. Cette construction

ne sera permise que si la localisation de ces fondations est conforme aux marges de recul prescrites au cahier de spécifications. Aucun entreposage extérieur n'est autorisé.

14.04.4.3.4.

Règlement 2014-125 - Règlement modifiant le règlement de zonage 2009-89 relativement à l'agrandissement de la zone 72-H à même la zone 73-H

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE KAMOURASKA
M.R.C. DE RIVIÈRE-DU-LOUP**

MUNICIPALITÉ DE L'ISLE-VERTE

RÈGLEMENT 2014-125

Règlement modifiant le règlement de zonage 2009-89 relativement à l'agrandissement de la zone 72-H à même la zone 73-H

Attendu que la Municipalité de L'Isle-Verte a adopté le règlement de zonage 2009-89 le 8 février 2010;

Attendu qu'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, le conseil municipal peut modifier son règlement de zonage;

Attendu que les usages actuellement autorisés dans la zone 73-H ne permettent pas la construction d'une résidence unifamiliale desservie par un chemin privé;

Attendu que le propriétaire du lot 245-1 souhaite construire une résidence unifamiliale isolée sur son terrain, ce dernier étant situé dans la zone contiguë à la zone 73-H (soit la zone 72-H);

Attendu que le propriétaire avait obtenu un permis de construction pour une résidence unifamiliale isolée en 2009, répondant aux spécifications de la zone 72-H;

Attendu que ce dit permis avait été accordé en fonction d'un nouveau découpage de la zone 72-H;

Attendu que suite à une révision de la réglementation d'urbanisme, ce redécoupage de la zone 72-H a été omis;

Attendu qu'un avis de motion a été donné à la séance régulière du 13 janvier 2014;

Attendu qu'un premier projet de règlement a été soumis au conseil municipal et adopté le 13 janvier 2014;

Attendu qu'une consultation publique relative au projet de règlement 2014-125-1 s'est tenue le 10 mars 2014;

Attendu qu'un second projet de règlement a été soumis au conseil municipal et adopté le 10 mars 2014;

En conséquence, il est proposé par madame Ginette Caron et unanimement résolu que le présent règlement soit adopté et qu'il y soit décrété, ce qui suit :

Article 1

La zone 72-H sera agrandie à même la zone 73-H afin d'y inclure le lot 245-1.

Article 2

Le plan de zonage sera ainsi modifié afin de tenir compte de ce nouveau découpage, tel que montré dans l'extrait de carte annexé à la présente.

Article 3

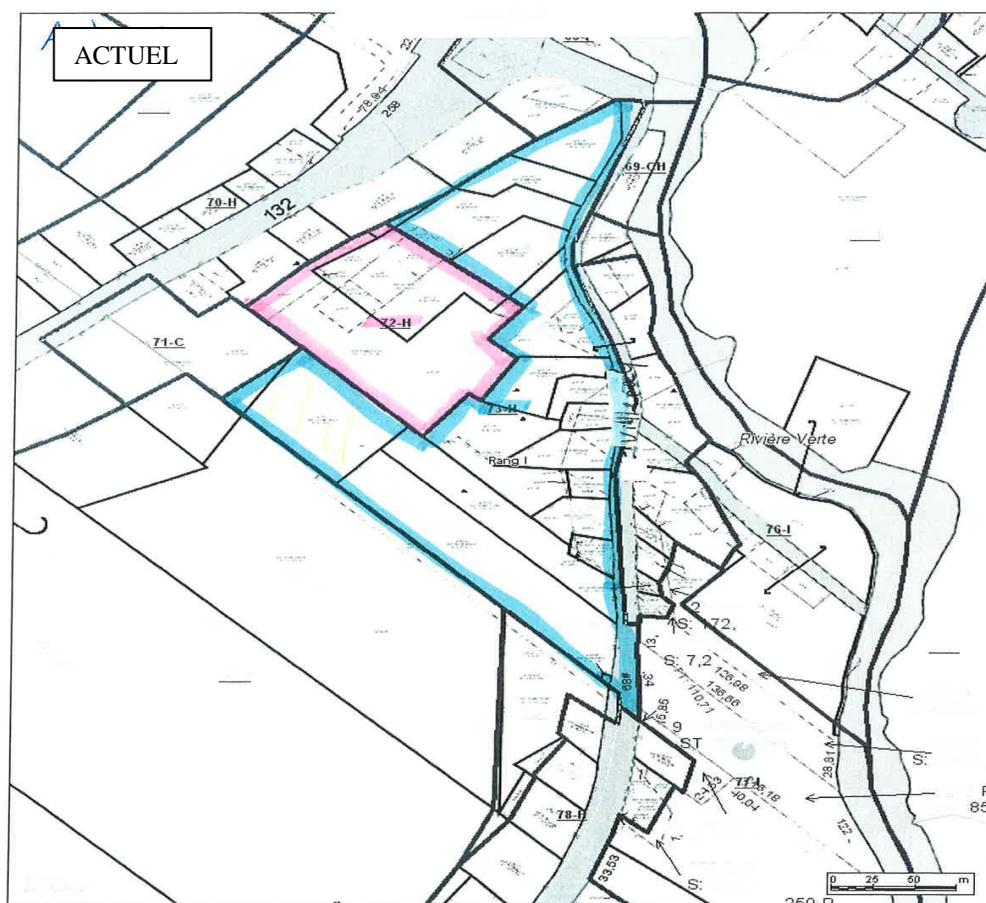
Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

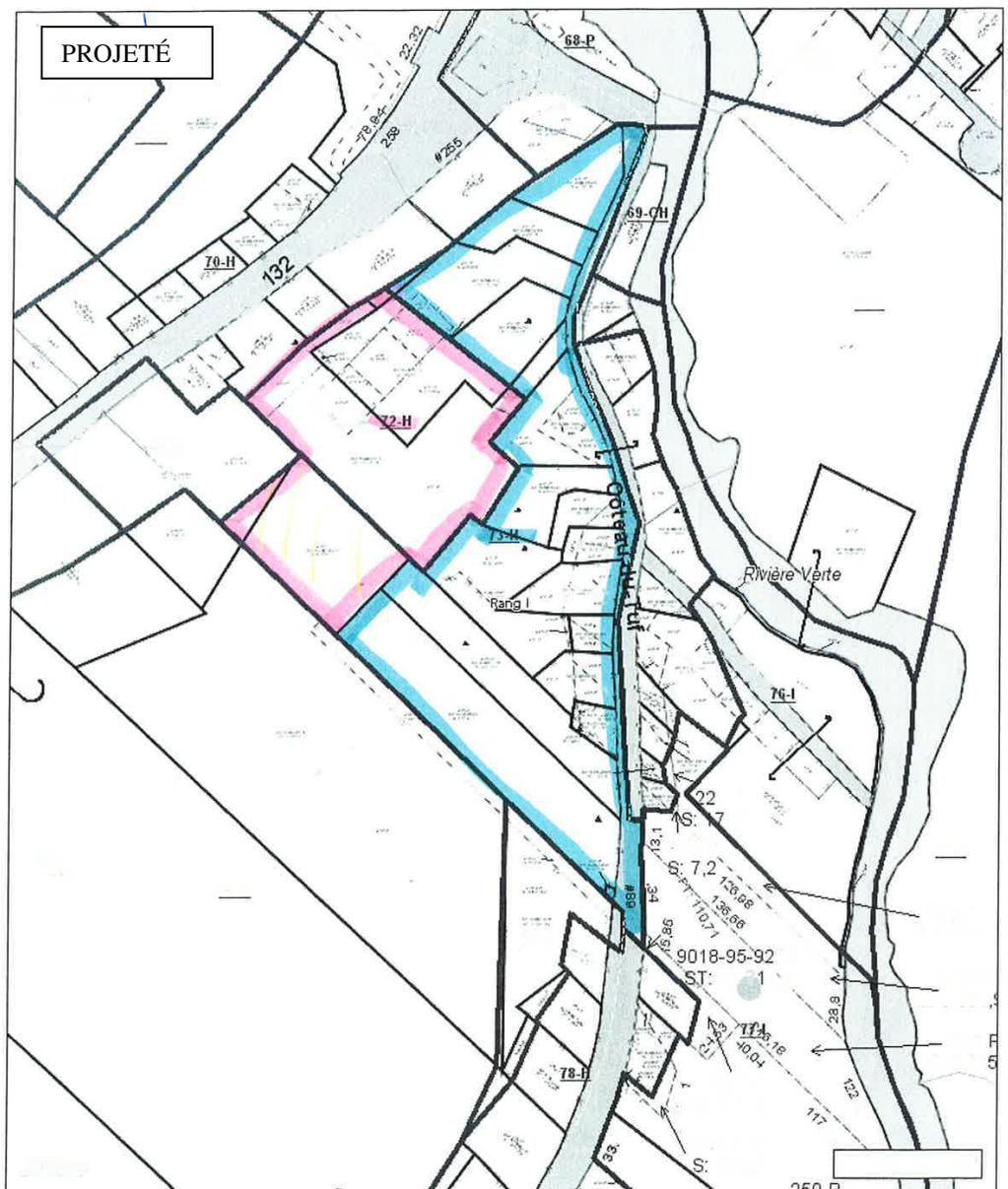
Adopté ce 14^e jour d'avril 2014, par la résolution # 14.04.4.3.4.

Mairesse

Secrétaire-trésorier

ANNEXE 1





14.04.4.3.5.

Avis de motion - Règlement modifiant le règlement 2010-95 relatif aux permis et certificats en matière d'urbanisme

Avis de motion est, par les présentes, donné par le conseiller, monsieur Robert Legault, que le conseil municipal, à une séance subséquente, procédera à la présentation, pour adoption, d'un règlement ayant pour objet de modifier certaines dispositions relatives au règlement administratif 2010-95 relatif aux permis et certificats.

14.04.4.3.6.

Avis de motion - Règlement modifiant le règlement de zonage 2009-89 afin d'y introduire de nouvelles terminologies liées aux abris d'hiver

Avis de motion est, par les présentes, donné par le conseiller, monsieur Stéphane Dumont, que le conseil municipal, à une séance subséquente, procédera à la présentation, pour adoption, d'un règlement ayant pour objet de modifier le règlement de zonage 2009-89 afin d'y préciser certains termes terminologiques relatifs aux abris d'hiver, protections hivernales et autres.

14.04.4.4.1.

Comptes du mois

Le secrétaire-trésorier dépose les listes suivantes :

| | |
|----------------------------------|--------------|
| Comptes à payer au 31/03/2014 : | 77 893.82 \$ |
| Déboursés directs de mars 2014 : | 32 638.28 \$ |

Suite au dépôt de l'ensemble des comptes à payer et déboursés couvrant la période de mars 2014, il est proposé par madame Ginette Caron et adopté unanimement que ces comptes soient approuvés et que les déboursés inhérents soient autorisés.

14.04.4.4.2. Délégation d'un représentant auprès de la Société d'assurance automobile du Québec pour l'année 2014

Il est proposé par monsieur Stéphane Dumont et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte autorise le directeur général et secrétaire-trésorier de la Municipalité, monsieur Guy Bérubé, à agir comme mandataire de la Municipalité de L'Isle-Verte auprès de la Société d'assurance automobile du Québec, et ce, tout au cours de l'année 2014.

14.04.4.4.3. Congrès annuel de l'association des directeurs municipaux du Québec

Il est proposé par monsieur Simon Lavoie et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte autorise le directeur général et secrétaire-trésorier de la Municipalité, monsieur Guy Bérubé, à prendre part au congrès annuel des directeurs municipaux du Québec qui aura lieu à Québec du 11 au 13 juin 2014. En conséquence, les coûts liés à l'inscription, l'hébergement et le déplacement lui seront remboursés sur présentation des pièces justificatives.

14.04.4.4.4. Assurance collective des employés municipaux - Renouvellement

Considérant que l'entente contractuelle liant la Municipalité de L'Isle-Verte à l'assureur DLM Services financiers prend fin le 30 avril 2014;

Considérant la proposition de renouvellement soumis par DLM Services financiers faisant état d'une hausse globale de prime s'élevant à 1,23 %;

Considérant qu'une telle hausse s'apparente très bien à l'indexation que reflète l'indice des prix à la consommation;

En conséquence, il est proposé par monsieur Robert Legault et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte accepte les termes de cette nouvelle entente en assurance collective, proposé par DLM Services Financiers, et ce, à compter du 1^{er} mai 2014. La Croix Bleue sera donc la compagnie qui continuera à assumer le risque, pour le groupe d'employés de la Municipalité, pour les 12 prochains mois.

14.04.6.1. Demande de signature d'une entente de partenariat fiscal entre le gouvernement du Québec et les municipalités

Considérant que l'entente de partenariat fiscal et financier 2007-2013 entre le gouvernement du Québec et les municipalités est arrivée à échéance à la fin de 2013;

Considérant que cette entente s'inscrivait dans une volonté commune de modifier, dans un esprit de partenariat, les relations et les façons de faire entre le gouvernement et les municipalités en dotant celles-ci de revenus prévisibles et stables;

Considérant qu'en 2012, divers comités techniques ont été mis sur pied afin d'évaluer les différentes composantes, les modifications et les bonifications à être apportées à l'Entente ainsi que les modalités de répartition entre les municipalités;

Considérant qu'en juin 2013, le gouvernement a soumis une proposition financière représentant 10,52 milliards de dollars comparativement à une première proposition représentant 10 milliards;

Considérant que, pour les membres de la Fédération québécoise des municipalités, cette dernière proposition se traduisait par des gains estimés à 317,4 millions de dollars par rapport à la proposition initiale;

Considérant que, de plus, les municipalités doivent supporter dès 2014 les impacts budgétaires des modifications comptables apportées au traitement des remboursements de la taxe de vente du Québec (TVQ), modifications ayant des impacts financiers majeurs pour une majorité de celles-ci, et ce, sans contreparties adéquates;

Considérant le fait que le rejet, par les autres intervenants municipaux, de cette proposition fut une erreur;

Considérant que le conseil d'administration de la Fédération québécoise des municipalités a adopté la résolution CA-2014-02-13/03 dans laquelle il sollicite l'appui des membres de la Fédération;

En conséquence, il est proposé par monsieur Simon Lavoie et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte :

Demande au gouvernement du Québec de procéder dès maintenant à la signature d'une entente sur la base de la proposition du 7 juin 2013,

Transmette copie de la présente résolution aux personnes suivantes :

- ⇒ Monsieur Philippe Couillard, chef du Parti libéral et premier ministre du Québec,
- ⇒ Monsieur Carlos J. Leitao, ministre des finances,
- ⇒ Monsieur Pierre Moreau, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire,
- ⇒ Monsieur Stéphane Bédard, chef intérimaire de l'opposition officielle,
- ⇒ Monsieur François Legault, chef de la Coalition Avenir Québec,
- ⇒ Monsieur Éric Forest, président de l'Union des municipalités du Québec,
- ⇒ Monsieur Richard Lehoux, président de la Fédération québécoise des municipalités.

14.04.6.2. Adhésion à l'Unité Régionale de Loisir et de Sport du Bas-Saint-Laurent

Il est proposé par monsieur Robert Legault et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte renouvelle son adhésion à l'Unité Régionale de Loisir et de Sport du Bas-Saint-Laurent pour l'année 2014. Le coût de cette adhésion est de 150 \$.

14.04.6.3. Adhésion à l'Association forestière bas-laurentienne

Considérant que depuis plusieurs années, la Municipalité de L'Isle-Verte adhère à cette association qu'est l'Association forestière bas-laurentienne;

Considérant que cette organisation permet à la Municipalité d'obtenir de jeunes plants d'arbres qu'elle redistribue annuellement à ses citoyens;

En conséquence, il est proposé par madame Ginette Caron et adopté unanimement que la Municipalité de L'Isle-Verte réitère son adhésion à l'Association forestière bas-laurentienne couvrant la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015 au coût de 65 \$.

14.04.6.4.

Avis de motion - Règlement abolissant et remplaçant le règlement 288 autorisant la conclusion d'une entente relative à l'établissement d'un plan d'aide mutuelle pour la protection contre l'incendie entre la municipalité de L'Isle-Verte, et les municipalités de Saint-Éloi, Saint-Paul-de-la-Croix et la Ville de Trois-Pistoles

Avis de motion est, par les présentes, donné par le conseiller, monsieur Robert Legault, que le conseil municipal, à une séance subséquente, procédera à la présentation, pour adoption, d'un règlement en remplacement du règlement 288 autorisant la conclusion d'une entente relative à l'établissement d'un plan d'aide mutuelle pour la protection contre l'incendie entre la Municipalité de L'Isle-Verte et les municipalités de Saint-Éloi, Saint-Paul-de-la-Croix et la Ville de Trois-Pistoles.

14.04.7.1.

Formation d'un groupe élite pour la relance

Il est proposé par madame Ursule Thériault que la Municipalité de L'Isle-Verte autorise la formation d'un comité dit « Comité d'élite » composé, idéalement, de représentants d'entreprises privées, de représentants de la population, de représentants de différents organismes dont le Centre local de développement de la Région de Rivière-du-Loup, la Société d'aide au développement des collectivités, la Chambre de commerce de la MRC de Rivière-du-Loup, du député provincial, monsieur Jean D'Amour et du député fédéral, monsieur François Lapointe.

Cette proposition ne faisant pas l'unanimité, le vote est demandé.
2 membres du conseil s'opposent à cette résolution et 4 s'y déclarent favorables, cette résolution est donc acceptée à la majorité.

14.04.9.

Levée de la séance

À 21 h 45, il est proposé par monsieur Simon Lavoie et adopté unanimement que la séance soit levée.

MAIRESSE

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER